



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N°62 du 26 Avril au 12 Mai 2025



UKRAINE : Ambiguïté stratégique ou incapacité chronique ?

Beaucoup de promesses sont faites, mais ces engagements seront -ils suivis d'effets et l'Allemagne du chancelier Merz va-t-elle fournir les missiles Taurus à l'Ukraine ? La coalition des volontaires (Allemagne, France, Grande Bretagne et Pologne) réunie samedi dernier à Kiev est-elle capable de mobiliser une force conséquence pour faire respecter un cessez-le-feu en Ukraine " *Je souhaite qu'avec tous les alliés qui soutiennent l'Ukraine on le fasse aussi longtemps que nécessaire, que l'on réponde à leurs besoins, mais il faut qu'on en dise le moins possible, parce que cette ambiguïté est bonne pour la sécurité des Ukrainiens*" a exprimé Emmanuel Macron lors de la conférence de presse pour la visite de Friedrich Merz au Chef d'Etat français le lendemain de son investiture par le Bundestag.

En compagnie du premier ministre britannique Keir Starmer et de celui de Pologne Donald Tusk, cette coalition des volontaires avec le nouveau binôme franco-allemand exige un cessez le feu de 30 jours à compter du lundi 12 mai et se disent prêts à aider et à faire respecter un accord de paix entre l'Ukraine et la Russie. La France et le Royaume Uni sont les seules à avoir annoncé être prêts à engager des troupes en Ukraine, entre 5 000 et 10 000 militaires de chaque pays, mais ni l'Allemagne et la Pologne n'ont pris position, ils souhaitent un accord de paix et que les USA soient partie prenante aux garanties de sécurité apportées à l'Ukraine, mais le président américain Donald Trump est devenu un maître dans l'art de l'ambiguïté stratégique et l'Espagne et l'Italie sont aux abonnés absents.

Cette initiative franco-britannique se heurte à beaucoup d'obstacles et semble irréalisable "*Il y a un mélange d'incapacité nationale et de manque de volonté politique*" déplore Stéphane Audran, consultant en risques internationaux qui ne cache pas sa perplexité devant l'inertie des autres Européens." *On touche bien là aux limites de l'effort*

européens actuel..... au delà de manifestations collectives de volonté abstraite, on peine à transformer l'essai" constate l'expert. L'ambiguïté stratégique a cédé le pas à l'incapacité

chronique. Si une dizaine de pays de l'UE soutiennent réellement l'Ukraine, la plupart des Etats membres sont démobilisés, lassés d'un conflit qui ne finit pas. Toutes nouvelles sanctions contre la Russie, si Vladimir Poutine refuse de respecter la trêve, doivent être prises à l'unanimité des membres du Conseil Européen.

Source *La Matinale Européenne du 12 mai 2025*



LE 9 MAI 2025 : 75 ans de la déclaration Schuman !

Célébrée chaque année le 9 mai, la journée de l'Europe commémore l'anniversaire de la déclaration de Robert Schuman, prononcée en 1950 qui est la première pierre de la construction européenne. Nous sommes 5 ans après la fin de la seconde guerre mondiale (entre 50 à 85 millions de morts dont plus de 40 millions de civils) et l'Union soviétique s'étend sur toute une partie de l'Est de l'Europe et à l'ouest les anciens ennemis cherchent à se réconcilier pour garantir la paix et la stabilité. Le ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman cherche une solution pour unir les intérêts de la France et de l'Allemagne et c'est Jean Monnet (haut fonctionnaire et économiste français) lui souffle une nouvelle idée pour renforcer la coopération européenne, il propose d'unifier la production du charbon et de l'acier sous une Haute autorité commune la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

L'ambition est de créer un marché commun mettant fin aux droits de douane sur le charbon et l'acier qui sont alors la base de l'industrie et de l'énergie de la France et de l'Allemagne. Cette "solidarité de fait" entre les 2 pays doit empêcher un nouveau conflit et le 9 mai 1950, Robert Schuman va révéler dans son fameux discours "*La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui menacent....L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait*". Ce discours a conduit à la signature du Traité de Paris en 1951 créant officiellement la CECA rassemblant la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg, les Pays Bas et marquant le début de l'intégration européenne.

En continuant leurs discussions, les 6 pays signent en 1957 les **traités de Rome** qui créent la Communauté Économique Européenne (CEE) pour l'instauration d'un marché commun entre les pays membres et la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (CEEA ou

Euratom) devant assurer leur autosuffisance énergétique grâce au nucléaire. Dès 1962 la Politique Agricole Commune (PAC) est lancée et en 1968 l'Union douanière est achevée qui abolit les droits de douane entre les six pays membres. En 1973 avec le serpent monétaire (SME avant l'euro) c'est le premier élargissement au Danemark, Irlande et Royaume Uni et en 1979 les premières élections du parlement européen au suffrage universel. Dans les années 80 l'Espagne, le Portugal et la Grèce rejoignent la Communauté européenne et les accords de Schengen sont signés. L'Union européenne voit le jour en 1992 par le traité de Maastricht qui est rejoint par l'Autriche, la Suède et la Finlande en 1995. En 1999 l'union économique et monétaire crée l'**Euro** et l'UE passe de 15 à 25 pays en 2004 avec l'élargissement des pays de l'Est avec Chypre et Malte. Le rejet du traité établissant une constitution pour l'Europe en 2005 est remplacé par le traité de Lisbonne en 2007 puis le départ du Royaume -Uni en 2016 (Brexit).

Source : *Tout l'Europe du 7 mai 2025*



L'UE et l'imposition de 10% de frais de douane des USA ?

L'Union européenne va-t-elle riposter ou accepter les **10% imposés** par Donald Trump pour financer les baisses d'impôts promises aux Américains ? Les 27 Etats membres sont divisés. La France préconise le rapport de force, mais l'Italie est terrorisée et comment va se positionner le nouveau chancelier allemand ? L'UE a une arme anti-coercition "lorsqu'un pays tiers applique ou menace d'appliquer une mesure affectant le commerce ou les investissements dans le but d'empêcher la cessation, la modification ou l'adoption d'un acte particulier par l'Union ou un État membre, ou d'obtenir de l'Union ou d'un État membre la cessation, la modification ou l'adoption d'un acte particulier, et, ce faisant, interfère dans les choix souverains légitimes de l'Union ou d'un État membre" énonce le règlement européen qui n'a pas besoin de l'unanimité pour l'appliquer, mais d'une majorité qualifiée, soit 15 des 27 pays membres qui représentent 65% de la population totale de l'UE.

Le président américain dit lui-même que la taxe de 10% est un levier pour obtenir quelque chose alors qu'il a maintenu des frais de douane de **25% sur l'acier et l'aluminium** et **25% sur les automobiles** fabriquées en Europe, soit **52 milliards d'€** de prélèvements supplémentaires sur les exportations de l'UE et une augmentation de **100%** est prévue sur les films produits hors des USA. La Commission européenne est mandatée pour les négociations commerciales et Mme Ursula von der Leyen a évoqué "une taxe sur les revenus publicitaires des services numériques". Ce serait un tarif douanier appliqué à l'ensemble du marché. Tous les dirigeants européens ne sont pas sur cette option, certains craignent une escalade des représailles et des mesures de rétorsion dont les conséquences

peuvent être un effondrement de la croissance économique, l'augmentation de l'inflation et la hausse des taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne.

Si l'Italie est opposée au rapport de force, les pays d'Europe centrale sont très réservés par peur d'irriter Donald Trump et d'autres refusent par intérêt car les entreprises numériques américaines sont enregistrées en Irlande (Apple, Microsoft, Google, Meta) ou au Luxembourg (Amazon). Le recours au règlement anti-coercition est sur la table du Conseil, c'est une question d'opportunité, lorsque l'Allemagne aura clarifié sa position. L'important est que l'Union européenne signale être prête à répliquer si les négociations sont un échec. Dès le constat de coercition du gouvernement des USA pour obtenir des concessions sur les règles imposées par l'UE aux plateformes numériques ou contre la TVA, les européens ont un arsenal gradué et flexible des droits de douane ciblés, à la limitation des importations de biens, à la restriction de l'accès aux marchés publics et à certains services financiers....!

"Le temps de l'insouciance européenne est révolu. Aujourd'hui est venu le moment de la mobilisation européenne pour nos valeurs fondamentales et pour notre sécurité" le Premier ministre polonais Donald Tusk lors de la fête de la Libération aux Pays Bas.

Source : *La Matinale européenne du 6 mai 2025*

